



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

**Pour publication immédiate:** 6 août 2013

**L'ADMINISTRATION DU GOUVERNEUR CUOMO EXIGE QUE 35 SOCIÉTÉS CESSENT D'OFFRIR DES PRÊTS SUR SALAIRE EN-LIGNE ILLEGAUX QUI PORTENT PRÉJUDICE AUX CONSOMMATEURS NEW YORKAIS**

*Une vaste enquête du DFS a révélé que des sociétés offraient des prêts sur salaire illégaux aux consommateurs New Yorkais, avec un taux d'intérêt aussi élevés que 1 095 pour cent*

*L'Administration Cuomo a exigé des banques et de la NACHA de collaborer avec DFS pour empêcher l'accès aux comptes des clients à ces prêteurs sur salaires*

Le Gouverneur de l'État de New York M. Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui que son administration exige que 35 sociétés en-ligne cessent d'offrir des prêts sur salaire illégaux aux consommateurs. Une vaste enquête en cours du New York State Department of Financial Services (Département des services financiers de l'État de New York, DFS) a découvert que ces sociétés offraient des prêts sur salaires aux consommateurs par le biais de l'Internet en violation de la législation l'État de New York, y compris certains prêts à des taux d'intérêts annuels aussi élevés que 1 095 pour cent.

Monsieur le Gouverneur Cuomo a également annoncé que Benjamin M. Lawskey, Surintendant des services financiers, a envoyé des courriers à [117 banques](#) – ainsi qu'à la [NACHA](#), qui gère le réseau Automated Clearing House (« ACH ») et dont le Comité est constitué de représentants d'un certain nombre de ces banques – leur demandant de collaborer avec le DFS, afin d'empêcher l'accès de ces comptes clients New Yorkais aux prêteurs sur salaires illégaux. Les prêts sur salaire offerts sur Internet sont rendus possibles à New York, grâce aux crédits et débits qui doivent transiter par le réseau ACH. L'administration Cuomo exige que ces banques et la NACHA collaborent avec le DFS, afin de créer de nouvelles protections et procédures modèles empêchant l'accès à l'ACH aux prêteurs sur salaire.

« Les prêteurs sur salaire illégaux trouvent leurs proies dans les familles en difficulté, parce que celles-ci sont les plus vulnérables, en les accablant de taux d'intérêts très élevés et de frais cachés », a déclaré Monsieur le Gouverneur Cuomo. « Nous allons continuer à faire tout notre possible pour enrayer ces prêts pernicieux qui frappent les consommateurs New Yorkais. »

Le Surintendant Lawsky a déclaré : « Les sociétés qui profitent des consommateurs New Yorkais devraient savoir qu'elles ne peuvent pas échapper à la loi dans le cyberspace. Nous allons utiliser chaque outil en notre possession pour éradiquer ces prêts sur salaire illégaux qui entraînent les familles dans des cycles d'endettement destructeurs. »

Le Surintendant Lawsky a également envoyé aujourd'hui une [lettre](#) à toutes les sociétés de recouvrement actives à New York, en leur demandant expressément de ne pas recouvrer les prêts sur salaire illégaux des 35 sociétés identifiées à ce jour par l'enquête du DFS. Précédemment, en février, le Surintendant Lawsky [a envoyé des lettres](#) à toutes les sociétés de recouvrement de New York, leur rappelant qu'il était illégal d'essayer de recouvrer une dette sur un prêt sur salaire, car de tels prêts étaient illégaux à New York et de telles dettes étaient nulles et inapplicables.

Les prêts sur salaire sont des prêts à court terme, de faible valeur et généralement structurés comme une avance sur le prochain salaire du consommateur. Souvent, les prêteurs sur salaire ne débitent que les intérêts et les frais financiers sur le compte du consommateur – même si celui-ci peut penser qu'il rembourse le principal, ce qui en réalité, prolonge la durée du prêt. Dans la plupart des cas, s'ils souhaitent réellement rembourser le prêt, les consommateurs doivent faire la démarche de contacter le prêteur sur salaire.

Les prêts sur salaire sont illégaux à New York selon les lois sur l'usure civiles et criminelles. Les prêteurs tentent de contourner l'interdiction sur les prêts sur salaire dans l'État de New York en offrant des prêts par Internet, espérant ainsi éviter les poursuites. Toutefois, dans l'État de New York, les prêts sur salaire sur Internet sont tout aussi illégaux que les prêts sur salaire en personne.

Les sociétés suivantes ont reçu des ordonnances de cessation et d'abstention de la part du Surintendant Lawsky pour avoir offert des prêts sur salaire illégaux aux New Yorkais. L'enquête du DFS a montré qu'un certain nombre de ces sociétés offraient des taux d'intérêt allant jusqu'à 400, 600, 700, et même 1 000 pour cent.

- ABJT Funding, LLC, [www.dollarpremier.com](http://www.dollarpremier.com)
- Advance Me Today, [www.advancemetoday.com](http://www.advancemetoday.com)
- American Web Loans, [www.americanwebloan.com](http://www.americanwebloan.com)
- Archer Direct, LLC, [www.archerdirectservices.com](http://www.archerdirectservices.com)
- Bayside Loans, [www.baysideloans.com](http://www.baysideloans.com)
- BD PDL Services, LLC, [www.bottomdollarpayday.com](http://www.bottomdollarpayday.com)
- Blue Sky Finance, LLC, [www.extrafundscash.com](http://www.extrafundscash.com)
- BS Financial Group Inc., [www.paydayaccelerated.com](http://www.paydayaccelerated.com)
- Cash Jar, [www.cashjar.com](http://www.cashjar.com)
- Cash Yes, [www.cashyes.com](http://www.cashyes.com)
- Discount Advances, [www.discountadvances.com](http://www.discountadvances.com)
- DMA Financial Corp., [www.qloot.com](http://www.qloot.com)

- Eastside Lenders, LLC, [www.eastsidelenders.com](http://www.eastsidelenders.com)
- Fast Cash Personal Loans, [www.fast-cash-personal-loans.com](http://www.fast-cash-personal-loans.com)
- Golden Valley Lending, [www.goldenvalleylending.com](http://www.goldenvalleylending.com)
- Government Employees Credit Center, Inc., [www.cashdirectexpress.com](http://www.cashdirectexpress.com)
- Great Plains Lending, LLC, [www.greatplainslending.com](http://www.greatplainslending.com)
- Horizon Opportunities, LLC, [www.paydaycashlive.com/horizon-opportunities-PAYDAY-LOAN](http://www.paydaycashlive.com/horizon-opportunities-PAYDAY-LOAN)
- Loan Point USA Online, [www.loanpointusaonline.com](http://www.loanpointusaonline.com)
- MNE Services, Inc., [www.ameriloan.com](http://www.ameriloan.com)
- MobiLoans, LLC, [www.mobiloans.com](http://www.mobiloans.com)
- MyCashNow.com, Inc., [www.mycashnow.com](http://www.mycashnow.com)
- National Opportunities Unlimited, Inc., [www.itsmypayday.com](http://www.itsmypayday.com)
- Northway Broker Ltd., [www.myzip19.com](http://www.myzip19.com)
- PayDayMax Ltd., [www.paydaymax.com](http://www.paydaymax.com)
- Peak 3 Holding, LLC, [www.peak.3.holdings.pay.day.loans.750cashes.com](http://www.peak.3.holdings.pay.day.loans.750cashes.com)
- Plain Green, LLC, [www.plaingreenloans.com](http://www.plaingreenloans.com)
- Red Rock Tribal Lending, LLC, [www.castlepayday.com](http://www.castlepayday.com)
- SCS Processing, [www.everestcashadvance.com](http://www.everestcashadvance.com)
- SFS, Inc., [www.oneclickcash.com](http://www.oneclickcash.com)
- Sonic Cash, [www.soniccash.com](http://www.soniccash.com)
- Sure Advance, LLC, [www.sureadvance.com](http://www.sureadvance.com)
- Tribal Credit Line, [www.quickcredit911.com](http://www.quickcredit911.com)
- United Consumer Financial Services, Inc., [www.ezpaydaycash.com](http://www.ezpaydaycash.com)
- Western Sky Financial, LLC, [www.westernsky.com](http://www.westernsky.com)

Ci-dessous la copie intégrale de l'ordonnance de cessation et d'abstention provenant du Superintendent Lawsby :

\*\*\*

**Le 5 août 2013**

**Objet : Prêts sur salaires en-ligne illégaux offerts et vendus aux consommateurs New Yorkais**

Selon une enquête du New York State Department of Financial Services (« le Département »), il semble que votre société et/ou ses filiales, sociétés affiliées ou agents utilisent Internet pour offrir et mettre en place des prêts sur salaire illégaux pour les consommateurs New Yorkais. La présente lettre est un avis informant que les prêts sur salaire sont en violation avec les lois sur l'usure civile et criminelle de New York. Conformément à la loi New York Financial Services Law, votre société, ses filiales, ses affiliés, ses agent, ses successeurs et ses ayant-droits sont priés, dès maintenant, de **CESSER** les offres et les mises en place de prêts sur salaire illégaux à New York.

French

Il est rappelé aux sociétés de recouvrement que, conformément aux dispositions de la General Obligations Law § 5-511, les prêts offerts à New York dont les taux d'intérêts sont supérieurs au maximum légal, y compris les prêts sur salaire accordés par des prêteurs non-bancaires, sont nuls et non applicables. Toutes tentatives de recouvrer des dettes nulles et non applicables sont en violation de la loi General Business Law § 601(8) et 15 U.S.C. §§ 1692e(2) et 1692f(1) de la loi sur les pratiques équitables de recouvrement des dettes (Fair Debt Collection Practices Act).

Selon les lois New York General Obligations Law § 5-501 et New York Banking Law § 14-a, votre pratique le prêt usuraire si elle offre un prêt ou une indulgence en dessous du montant de 250 000 \$ avec un taux d'intérêt dépassant 16 pour cent par an. En outre conformément à la New York Penal Law §§ 190,40-42, votre société commet un crime usuraire chaque fois qu'elle offre un prêt à un New Yorkais avec un taux d'intérêt de plus de 25 pour cent par an. En outre, en vertu des dispositions de la General Obligations Law § 5-511, les prêts usuriers offerts par des prêteurs non bancaires sont nuls et non applicables ; ainsi le recouvrement de prêts sur salaire est en violation de la New York General Business Law § 601(8) et 15 U.S.C. §§ 1692e(2) et 1692f(1) de la the Fair Debt Collection Practices Act. De surcroît dans la mesure où votre société a effectué des prêts sur salaire à New York, votre société a enfreint le § 340 de la New York Banking Law, qui interdit aux prêteurs non bancaires non certifiés d'effectuer des prêts aux consommateurs d'un montant inférieur ou égal à 25 000 \$ avec un taux d'intérêt supérieur à 16 pour cent par an.

Dans les 14 jours suivant la date de cette lettre, votre société est ordonnée à, dans un premier temps, confirmer par écrit au Département que votre société et ses filiales, sociétés associées ou ses agents ne solliciteront ou n'effectueront plus des prêts sur salaire illégaux à New York, et ensuite à décrire les mesures qui ont été prises pour cesser d'offrir ces genres de prêt aux consommateurs New Yorkais. Si votre société, ses filiales, sociétés associées, agents, successeurs ou assignés manquaient de respecter cette directive à partir du [ ] août 2013, le Département prendra des mesures nécessaires pour protéger les consommateurs New Yorkais.

Cordialement,

Benjamin M. Lawsky.  
Directeur des Services financiers

###

Des informations supplémentaires sont disponibles sur [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
Etat de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418

French